
Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



La Caraïbe. Un enjeu pour les Antilles et la Guyane

Ernest Pépin

Numéro 140, janvier–avril 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1040703ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1040703ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pépin, E. (2005). La Caraïbe. Un enjeu pour les Antilles et la Guyane. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (140), 61–66.

<https://doi.org/10.7202/1040703ar>

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 2005

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La Caraïbe

Un enjeu pour les Antilles et la Guyane

*Ernest Pépin**

Longtemps nous fûmes les îles oubliées de la Caraïbe, selon l'expression de C.L.R. James à Carifesta en Jamaïque. Longtemps nous fûmes en déport, en lisière, en oubli et en méconnaissance, aspirés par la seule métropole vers laquelle convergeaient nos aspirations les plus contradictoires. Paris, le mythe de Paris et la mythologie scolaire de l'Histoire de France éveillaient en nous un tropisme où l'hexagone, paré de toutes les vertus, pouvait nous élever aux cimes de l'humanité. Désir d'assimilation, désir d'intégration, avec comme corollaire douteux le déni de nous-mêmes. Schœlcher était passé par là, le schœlchérisme aussi, nous comblant d'une gratitude éternelle pour cette France qui nous avait libérés de l'esclavage. Nous feignions alors d'ignorer qu'elle nous y avait plongés, à deux reprises pour ce qui concerne la Guadeloupe, et qu'elle en avait tiré la moelle sucrée de sa puissance coloniale. La France elle-même se taisait, jetait un voile obscur sur cette histoire-là et exaltait l'idéal d'une fraternité républicaine, d'une égalité républicaine, d'une liberté républicaine toujours minorées par le poison du racisme, les raisons du colonialisme et les saisons du paternalisme.

Et pourtant, cette Caraïbe vivait en nous à sa manière, creusant souterrairement ses passerelles et ses parentèles.

J'en veux pour preuve la présence dans nos territoires de tel ou tel cuisinier d'usine venu de Sainte-Lucie, de tel ou tel coupeur de cannes venu de la Dominique, de tel tailleur des îles anglophones. Nous les baptisions

* Discours inaugural prononcé lors de l'assemblée générale de la Conférence des recteurs et présidents des universités de la Caraïbe (CORPUCA), le 24 novembre 2005. – Ernest Pépin est l'auteur d'une œuvre poétique et romanesque importante : *Boucan de mots libres*, Casa de las Americas, 1991 (prix Casa de las Americas) ; *L'homme au bâton*, Gallimard, 1992 (prix des Caraïbes) ; *Le tango de la haine*, Gallimard, 1999 (prix du livre insulaire, prix Arc-en-Ciel média tropical) ; *L'écran rouge*, Gallimard, 1998 (prix Casa de las Americas 2000). Depuis 1985, il est directeur des Affaires culturelles et du Patrimoine au Conseil général de la Guadeloupe.

« l'Anglais » avec l'insouciance de ceux qui ne savent pas encore que derrière un homme, il y a un pays, une identité, une culture.

J'en veux pour preuve l'existence d'un quartier français aux Îles Vierges.

J'en veux pour preuve les allées et venues de nos pacotilleuses qui ramenaient, à travers les marchandises, un imaginaire de la Caraïbe.

J'en veux pour preuve la dissidence qui nous jeta dans les bras de la Dominique.

J'en veux pour preuve le festolement des rythmes. Des musiques traversaient nos radios : cumbia de Colombie, merengue de Saint-Domingue, cha-cha-cha de Cuba, compas d'Haïti, soca, *jump-up* des îles anglophones, etc. Des vedettes caribéennes devenaient aussi nos vedettes : Mighty Sparrow, les Merry-men, Tomy Olivencia, Célia Cruz, Jean-Baptiste Nemours, etc.

J'en veux pour preuve des émigrations vers le Panama, le Venezuela, Cuba.

J'en veux pour preuve le fait que l'éruption de 1902 dispersa nombre de familles dans les îles de la Caraïbe.

On chuchota même que François Duvalier serait d'origine guadeloupéenne.

Nul ne peut nier que, malgré notre prétendue surdité, notre apparente cécité, la Caraïbe vivait en nous comme l'ombre portée d'un arbre dont nous ne connaissions ni les racines, ni les fruits, ni les tourments, ni les héroïsmes.

Cela signifie en clair que nous avons de la Caraïbe une connaissance intuitive venue de certains éclats, de certains reflets, mais que nous n'en avons pas une connaissance historique, travaillée et fouillée avec le regard de la solidarité et le devoir de la fraternité.

J'ai noté, non sans tristesse, que nous n'avons jamais pris part à un événement historique ou politique de la Caraïbe et qu'aujourd'hui encore, nous ne sommes jamais conviés aux célébrations de l'indépendance de tel ou tel État de la Caraïbe.

J'observe avec un sentiment de frustration que l'histoire de la Caraïbe n'est pas enseignée dans nos écoles.

J'entends avec une certaine irritation que nous nous comparons, de façon obsessionnelle, avec la « métropole », sans jamais penser que les pays de la Caraïbe peuvent être aussi des cadres de référence.

C'est à travers des faits comme ceux-là que l'on peut percevoir un malaise, une faille, un détour symptomatique d'une pensée quelque peu schizophrénique.

Malaise dont les causes sont à chercher dans une lecture aliénée et aliénante de la départementalisation. Ceci de la part de l'État français, mais aussi de nos institutions locales. En vérité, le statut départemental ne doit pas nous exonérer d'une connaissance et d'une pratique de la Caraïbe. L'inverse est également vrai !

Malaise dont les causes sont à chercher dans l'argumentation politique qui suggérait avec une force quasi hypnotique que nous avons la chance divine de ne pas faire partie de la famille de ces îles pauvres, sous-développées, non démocratiques et quasiment irrécupérables pour la prospérité. Haïti, par exemple, a servi de repoussoir contre les menées indépendantistes. C'est tout juste si on n'accusait pas ces pays de payer le prix de leur émancipation en monnaie de malédiction.

On ignorait le pétrole de Trinidad, la bauxite de la Jamaïque, le tourisme de la Barbade, la muscade de Grenade, et Cuba faisait figure d'épouvantail.

Il est vrai que dans le même temps l'État déversait sur la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane la manne des transferts sociaux, ouvrait le robinet des allocations et se lançait dans une politique gratifiante au niveau de la santé, de l'éducation et surtout de la consommation.

Bien sûr, le monde des affaires n'ignorait pas la Caraïbe et je suis persuadé que la Chambre de commerce, le Port autonome, les circuits de distribution sont à même d'exhiber de multiples documents, d'attester de nombreuses actions qui témoignent de leur intérêt pour la Caraïbe. Il en va de même pour cette vénérable université.

Pourtant, j'affirme que la Caraïbe, à bien des égards, demeure un vœu, une tentation, une incantation, au lieu d'être une revendication.

Car ce qui est en cause, ce n'est pas tant la Caraïbe en son impensé que l'imaginaire de la Caraïbe.

Là gît, selon moi, le vrai problème. Un problème de représentation. Un problème d'identification. Un problème d'assomption. Un problème de filiation.

Je veux dire que tant que nous allons considérer la Caraïbe comme un exotisme et non comme un nous-mêmes ; tant que nous allons considérer la Caraïbe comme une pauvreté et non comme une richesse ; tant que nous allons considérer la Caraïbe comme une complexité irrésolue et non comme une complémentarité salutaire, alors nous resterons dans la maladie infantile de l'imaginaire de la Caraïbe.

C'est l'imaginaire qui peut inscrire la Caraïbe en nous comme un vouloir, un savoir et un pouvoir.

Me viennent à l'esprit tant de noms mal connus, méconnus ou inconnus de notre population et singulièrement de notre jeunesse : José Marti, Luis Pales Matos, Pedro Mir, Frankétienne, Anthony Phelps, C.L.R. James, Pena Gomez, Wifredo Lam, Michael Manley, Georges Laming, Derek Walcott, Marcus Garvey, Eric Williams, etc.

Ils furent ou ils sont des passeurs d'imaginaire et pour cette raison ils peuvent nous assigner à résidence dans une Caraïbe de l'estime réciproque.

Je veux dire qu'il faut une autre vision de la Caraïbe pour qu'elle devienne enfin un enjeu majeur pour nous.

Je dis bien un enjeu majeur !

J'entends les sceptiques : qu'avons-nous à faire de la Caraïbe qui est plus pauvre que nous ?

J'entends les avarés : quand nous échangeons avec eux, nous payons pour aller et nous payons pour qu'ils viennent !

J'entends les xénophobies sélectives !

J'entends les ignorances sectaires !

J'entends les réticences anachroniques !

J'entends aussi l'écho d'une immense solitude qui nous condamne à errer en nous-mêmes en hurlant que nous sommes le nombril de la France.

J'entends enfin craquer l'âme d'une jeunesse qui se sent à l'étroit dans nos impasses dorées. Elle crie « Guada », c'est-à-dire Guadeloupe caribéenne.

Un enjeu majeur ai-je dit ?

Oui, un enjeu politique !

Un enjeu économique !

Un enjeu culturel !

Un enjeu politique, parce que nous serons plus forts politiquement si nous sommes appuyés, soutenus, confortés par les forces politiques de la Caraïbe.

Je déplore pour ma part que, trop souvent, les partis politiques, les femmes et les hommes politiques n'aient aucun souci réel des combats politiques de la Caraïbe. Ils ne vont nulle part. Ils n'invitent personne. Ils ne connaissent personne. Et qu'on ne vienne pas me dire que c'est la faute à notre statut de département français d'outre-mer. C'est d'abord la faute à notre manque d'ambition, à notre manque d'imagination, à notre manque de clarté avec nous-mêmes.

Nous aurions gagné en maîtrise des stratégies.

Nous aurions gagné une meilleure connaissance pratique des affaires internationales.

Nous aurions aussi gagné en formation du niveau de conscience de notre peuple.

Nous aurions gagné en solidarité.

Une femme ou un homme politique guadeloupéen, martiniquais ou guyanais pèserait plus lourd, chez lui et en France, s'il avait le respect, la confiance, l'amitié des chefs d'État de la Caraïbe. À ce jour, aucun ne s'est aventuré à rechercher cette forme de légitimité. Et c'est précisément parce que nous sommes Français que nous en avons besoin !

Un enjeu économique !

Un enjeu économique, parce qu'il faudra tôt ou tard sortir de cette économie coloniale où la matière est ici et la valeur ajoutée là-bas. Parce qu'il faudra tôt ou tard en venir à une économie plus vraie, moins assistée, plus productive et moins aveugle. Parce qu'il faudra envisager la reconversion de l'économie pour qu'elle devienne non pas seulement une vitrine mais davantage un pouvoir.

Haïti la dénigrée dispose d'un savoir-faire en matière d'artisanat.

Saint-Domingue et Cuba sont devenues des puissances touristiques à l'échelle caribéenne.

Trinidad a fait du carnaval un outil de développement.

Cuba bénéficie, dans beaucoup de domaines, d'un savoir scientifique et technique.

Etc.

Je sais bien que rien n'est facile, qu'il est question d'économie d'échelle, de négatives listes, de douanes, de fiscalités, de coût du transport, etc. Je demeure convaincu que, malgré toutes ces difficultés, nous gagnerions à inventer notre manière et notre matière pour un développement économique tenant compte de la Caraïbe.

Un enjeu culturel !

C'est peut-être là le majeur du majeur !

Comprendre que les îles de la Caraïbe, malgré leur morcellement, font partie d'une même famille culturelle. Université-diversité dit Édouard Glissant. L'unité est sous-marine répond Derek Walcott. Créolité dit déjà Alejo Carpentier. L'Afrique, l'Inde, la Chine, le Moyen Orient, l'Europe dans un brassage complexe, parfois contrarié, ont donné naissance à une culture caribéenne que nous n'ignorons pas mais que nous ne vivons pas suffisamment.

J'appelle vivre, en ce domaine, construire des références, échanger des œuvres, s'ouvrir à des formations et aussi développer une économie de la culture. On oublie trop souvent que les librairies, les maisons d'édition, les galeries d'art, les maisons de disques, les studios d'enregistrement, les activités liées au design, les restaurants, les spectacles, sont aussi des segments non négligeables de l'activité économique. À vivre repliée sur elle-même, une culture s'étiole et finit par se folkloriser.

La connaissance a besoin de confrontations.

La création a besoin d'échanges.

L'homme de culture a besoin de fraternité, de contestations, de critiques, de liens.

Sans renier les mérites pour nous de Paris, Londres ou Madrid, il faut reconnaître les bienfaits d'une Guadeloupe culturellement caribéenne. Bienfaits thérapeutiques. Bienfaits en matière d'épanouissement. Bienfaits en matière de développement. Bienfaits en matière d'expression de soi et d'ouverture aux autres.

Peut-être même qu'en passant par Cuba, la Jamaïque, la Barbade ou Curaçao, tel peintre, tel écrivain, tel musicien a de plus grandes chances de toucher les capitales du monde.

Mais il y a un enjeu dont je n'ai pas encore parlé. C'est celui du multilinguisme ! Dans un monde de plus en plus mondialisé, le multilinguisme est un atout fondamental et une impérieuse nécessité. Il y va de cette poétique de la relation dont parle Édouard Glissant. Il y va de l'insémination des imaginaires. Il y va de l'exploitation de gisements de savoir encore ignorés. Il y va du vécu de la diversité. Il y va enfin de notre caribéanité. Je veux dire de notre identité de peuples de la Caraïbe.

Vous l'aurez compris, je l'espère, pour toutes ces raisons la Caraïbe est non pas notre vœu mais notre vocation.

Alors, me direz-vous, comment faire ?

Je réponds sans hésiter que de nombreux chantiers nous espèrent.

Le chantier de l'élaboration d'une politique de coopération.

Le chantier de l'élaboration d'une politique linguistique.

Le chantier de l'élaboration d'une politique de traduction.

Le chantier de l'élaboration d'une politique de transport et de communication.

Une coopération sans objectif, erratique, désordonnée, ne peut donner les fruits escomptés. Il appartient à toutes les institutions des DOM de mettre en commun leurs moyens pour bâtir une politique structurée, cohérente et efficace.

Bien sûr, de nombreux progrès ont été réalisés. Cependant, convenons que souvent nous manquons de persévérance et de vision.

J'ai en mémoire le Festag. Je connais la Médiathèque Caraïbe. Je connais les efforts des conseils régionaux. J'entends les actions des chambres de commerce. Je vis le combat d'Air Caraïbe. Je partage les initiatives des associations. Il n'en demeure pas moins que nous allons en ordre dispersé et que nos actions sont fragmentaires et balbutiantes. L'heure est venue, je crois, d'ouvrir les vannes, d'explorer tous les possibles, de fédérer les énergies afin d'habiter enfin cette Caraïbe et d'être habités par elle.

Je sais que c'est là un des buts poursuivis par l'université et c'est tout à son honneur. Permettez-moi de terminer en souhaitant qu'elle devienne le laboratoire de la Caraïbe, le bâtisseur de la Caraïbe, la ruche de la Caraïbe, l'oxygène de la Caraïbe.

L'avenir lui dira merci !